

Agriculture durable : les pays de l'UE réclament des études d'impact

Les pays de l'UE approuvent la stratégie « De la ferme à la table » pour une agriculture plus durable, mais demandent que toute proposition législative élaborée dans ce contexte soit précédée d'études d'impact. Un article d'Euroefe.

Réunis lundi 19 octobre à Luxembourg, les ministres de l'agriculture de l'UE ont soutenu à l'unanimité certaines dispositions destinées à assurer la disponibilité de denrées alimentaires « en quantité suffisante et à un prix abordable », à contribuer à la neutralité climatique de l'UE d'ici à 2050 et à garantir « un revenu équitable et un appui solide aux producteurs ».

Mais les ministres ont clairement indiqué que des « études d'impact scientifiquement fondées » seraient nécessaires avant toute proposition législative dans le cadre de la stratégie « De la ferme à la table ». Autre exigence : la garantie de « conditions de concurrence équitables sur les marchés agroalimentaires ».

Les ministres plaident également pour que la « compatibilité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce » soit assurée.

« La décision unanime qui a été prise constitue un signal crucial et un engagement clair en faveur d'un secteur agroalimentaire durable et économiquement viable », a déclaré la ministre allemande Julia Klöckner, dont le pays préside l'UE ce semestre, au terme de la première journée du Conseil.

Les ministres ont également décidé de continuer à promouvoir « une utilisation plus prudente et responsable des pesticides, des antibiotiques et des engrais ».

Stella Kyriakides, la commissaire européenne à la santé et à la sécurité alimentaire, a assuré que Bruxelles entendait effectuer des études d'impact avant de présenter toute proposition concrète, qui nécessiterait également l'approbation du Conseil (pays de l'UE) et du Parlement européen.

« Nous partageons la conviction qu'il faut évoluer vers des systèmes agricoles plus durables » qui assureront un « revenu plus juste », aux agriculteurs, a déclaré Luis Planas, le ministre espagnol de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, lors de la réunion.

Au même titre que d'autres pays comme la France, l'Espagne a souligné la nécessité de « mettre en place des conditions de concurrence équitables » entre les producteurs européens et ceux des pays tiers.

La stratégie « De la ferme à la table » prévoit que d'ici à 2030, 25 % de la surface agricole totale de l'Union européenne soit consacrée à l'agriculture biologique, que l'utilisation d'engrais soit réduite d'« au moins 20 % » et que l'utilisation de produits phytopharmaceutiques soit réduite de 50 %.

Elle propose également de réduire de 50 % les ventes d'antibiotiques pour les animaux d'élevage et l'aquaculture d'ici à 2030.

Elle vise également à doter toutes les zones rurales d'un accès haut débit d'ici à 2025, afin de stimuler l'innovation numérique dans le secteur.

Lien article :

<https://www.euractiv.fr/section/agriculture-alimentation/news/agriculture-durable-les-pays-de-lue-reclament-des-etudes-dimpact/>